

FAITS SAILLANTS

- Après trois ans d'assistance sur le site de Gaoui, la communauté humanitaire plaide des solutions durables pour faciliter la réinsertion des retournés.
- La Conférence humanitaire d'Oslo a permis aux pays du Bassin du Lac Tchad de recevoir des promesses de dons à hauteur de 672 millions de dollars américains, dont 458 millions en 2017.

CHIFFRES CLES

Population	13,2M
Taux d'alphabétisation	37,3%
PIB/hbt	2 171US\$
Espérance de vie	51,6 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de maternité maternelle	860/100 000
Personnes affectées	8,1M
Personnes dans le besoin	4,7 M
Accès à l'eau potable	52%
PDI (dont enregistrés au 31/01/2017)	127 000 (100 765)
Réfugiés	393 985
Retournés	86 901
Ressortissants de pays tiers	322

FINANCEMENTS

589 millions
fonds requis (en US\$)

0,41%
financés



Au sommaire

Des solutions durables pour Gaoui P.1

La Conférence humanitaire d'Oslo P.3

Opérations militaires dans le Lac P.5

En bref P.6

Vers des solutions durables pour les retournés de Gaoui

Une réponse humanitaire dégressive sur le site

Arrivés au Tchad depuis janvier 2014, après des décennies passées en République Centrafricaine (RCA), et pour certains plusieurs générations, environ 5 000 Tchadiens retournés (dont 57% de femmes et 43% d'hommes) ont été installés par les autorités, avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur le site de Zafaye à Gaoui, village situé à environ 15 km au nord-est de N'Djamena. Après trois ans d'assistance de la communauté humanitaire, la quasi-totalité des acteurs humanitaires se sont retirés du site par manque de financement, occasionnant la détérioration des conditions de vie des retournés. Les distributions de vivres sont sporadiques ; la moitié des 700 abris est dans un état de délabrement avancé ; l'absence de moyens de subsistance ne permet pas de payer les soins de santé du centre situé à trois kilomètres du site, et moins de la moitié des 18 forages du site et seulement 40 pour cent des latrines sont fonctionnels. Il faut ajouter à cela que 40 pour cent des enfants inscrits dans les écoles de N'Djamena, hors du site, ont été renvoyés pour non-paiement de frais de scolarité. UNICEF continue cependant de soutenir l'école du site, en prenant en charge le salaire des enseignants, via l'ONG nationale CDVT (Comité pour le développement du volontariat au Tchad). Pour l'année scolaire 2016-2017, UNICEF entend innover, en développant des activités génératrices de revenus avec les parents d'élèves, pour qu'avec le temps, la prise en charge des salaires des enseignants leur incombe entièrement.

Depuis 2016, la communauté humanitaire plaide pour une assistance principalement orientée vers les solutions durables pour faciliter la réinsertion des retournés de Gaoui. En effet, la majorité de ces retournés souhaite quitter le site pour s'insérer dans la ville de N'Djamena et reprendre une vie normale. C'est ce qui ressort de l'enquête menée en 2016 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en collaboration avec l'ONG ADES (Agence de développement économique et

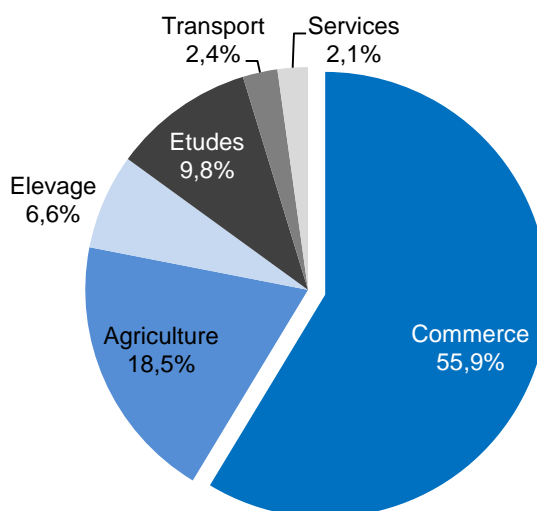
social). Les besoins prioritaires concernent l'accès au logement et aux moyens de subsistance suivis de l'accès à l'éducation et à l'emploi. La majorité des retournés,



Crédit : OCHA/Naomi Frérotte : Selon l'enquête menée par l'OIM et cluster CCCM, 55,9% des retournés vivant sur le site de Gaoui souhaitent s'investir dans les commerces.

constituée d'anciens commerçants, veut reprendre des activités génératrices de revenus qui leur permettront de se prendre en charge et sortir ainsi de la dépendance à l'aide humanitaire.

Activités visées par les retournés dans le cadre des solutions durables



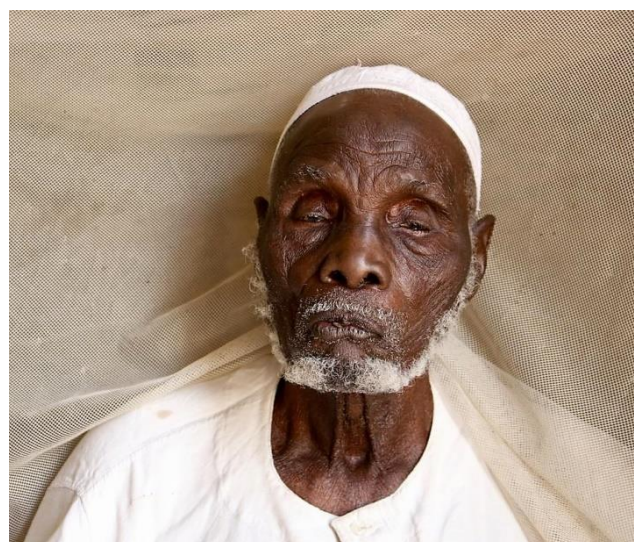
ECHO prévoit, en partenariat avec l'ONG ACTED, un appui à la réinsertion des retournés à travers, l'appui au logement dans la ville de N'Djamena et ailleurs, et un soutien aux activités génératrices de revenus et d'apprentissage de métiers

Source : Cluster CCCM, OCHA

Revenir à une vie normale

Le Gouvernement, à travers le Ministère de la Femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale, a développé un plan de réintégration socio-économique pour les retournés de Gaoui. Ce plan a été conçu en lien avec le Plan de réponse global du Gouvernement en faveur des retournés tchadiens de la RCA (2015-2019) dont l'objectif est de «passer de l'assistance humanitaire à une autonomisation durable». C'est dans ce cadre que l'Office d'aide humanitaire et de protection civile de l'Union Européenne (ECHO) prévoit un appui à la réinsertion des retournés. Cet appui, qui sera mis en œuvre par l'ONG ACTED, se décline en deux volets : l'appui au logement dans la ville de N'Djamena et ailleurs, et un soutien aux activités génératrices de revenus et d'apprentissage de métiers. Ainsi, des kits de démarrage d'activités seront remis aux retournés. La phase de sensibilisation et de recensement des candidats à la sortie – sur une base volontaire – devrait démarrer en mars.

Adam Isaac, retourné âgé de 109 ans, ne veut plus rester sur le site. « Les conditions de vie sont difficiles ici. Les gens souffrent beaucoup. Je vis seulement par la grâce de Dieu. Tout le monde préfère sortir du camp. Je remercie beaucoup le gouvernement qui nous a sorti de la crise et amené ici, ainsi que les organisations humanitaires. Nous apprécions les programmes qu'ils veulent mettre en œuvre en notre faveur », fait savoir cet ancien imam, originaire de Mongo (région du Guéra), qui indique avoir passé près de 70 ans en RCA.



Crédit : OCHA/Naomi Frerotte : Malgré son âge (109 ans), Adam garde l'espoir d'un lendemain meilleur.

Un aspect indispensable de la mise en œuvre de solutions durables est l'obtention de documents d'identité, condition sine qua non à la poursuite de tout appui par la communauté humanitaire

Un aspect indispensable de la mise en œuvre de solutions durables est la délivrance de documents d'identité aux retournés. Sans ces documents, il serait impossible à ces retournés d'accéder au marché du travail, aux études et à certains services tels que la microfinance et les banques. Ces derniers ont été obligés de quitter la RCA dans l'urgence, sans pouvoir prendre toutes leurs affaires. Le Gouvernement s'est engagé à répondre à ce besoin en début 2017. La délivrance de documents d'identité a été fixée comme une condition sine qua non à la poursuite du programme d'accompagnement à la sortie des retournés du site de Gaoui.

Les besoins de solutions durables ne concernent pas que les retournés de Gaoui, mais aux quelques 82 000 retournés de la RCA dont la plus grande partie se trouve au sud du pays. Il est primordial que les bailleurs et les partenaires de développement soutiennent le Plan de réponse global du Gouvernement en faveur des retournés de la RCA qui, faute de lancement officiel et donc de financement, attend une mise en œuvre depuis deux ans.

Conférence humanitaire d'Oslo pour le Nigeria et les pays du bassin du Lac Tchad

Une mobilisation collective renouvelée en faveur des populations affectées

Les 23 et 24 février 2017, une conférence humanitaire pour le Nigeria et le bassin du lac Tchad a été organisée conjointement par la Norvège, le Nigeria, l'Allemagne et les Nations Unies, à Oslo (Norvège). Cette conférence a réuni 170 représentants de 40 pays, des Nations Unies, des organisations régionales et de la société civile, afin d'attirer l'attention sur la crise humanitaire et les besoins de solutions durables dans les quatre pays du bassin du lac Tchad.

Le Tchad a été représenté par le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, M. Brahim Hissein Taha, accompagné du Directeur des Affaires Juridiques du même Ministère, M. Tordeta Ratebaye. Le Coordonnateur humanitaire, M. Stephen Tull, a également participé à la conférence, afin de porter les messages de la communauté humanitaire du Tchad.

La société civile impliquée dès la phase préparatoire

En amont de la conférence humanitaire d'Oslo, des consultations ont été organisées avec la société civile dans les quatre pays affectés par la crise. Au Tchad, début février, une vingtaine de partenaires se sont réunis à Baga-Sola, dans la région du Lac, afin d'identifier ensemble les besoins prioritaires et les solutions possibles autour des thématiques de la sécurité alimentaire, l'éducation, la protection et l'accès humanitaire. Ces réflexions ont ensuite alimenté les consultations à N'Djamena, au cours desquelles des messages clés de la société civile du Tchad ont été finalisés. M. Abdelkerim Kodbe, coordonnateur pays de l'ONG nationale OHD (Organisation Humanitaire et de Développement), a ensuite été désigné comme représentant de la société civile pour présenter ces messages à la journée de la société civile organisée le 23 février à Oslo et lors de la Conférence du 24 février.



Crédit : OCHA/Naomi Frerotte : Les temps forts de la consultation de la société civile à Baga-Sola.

Les thématiques clés abordées

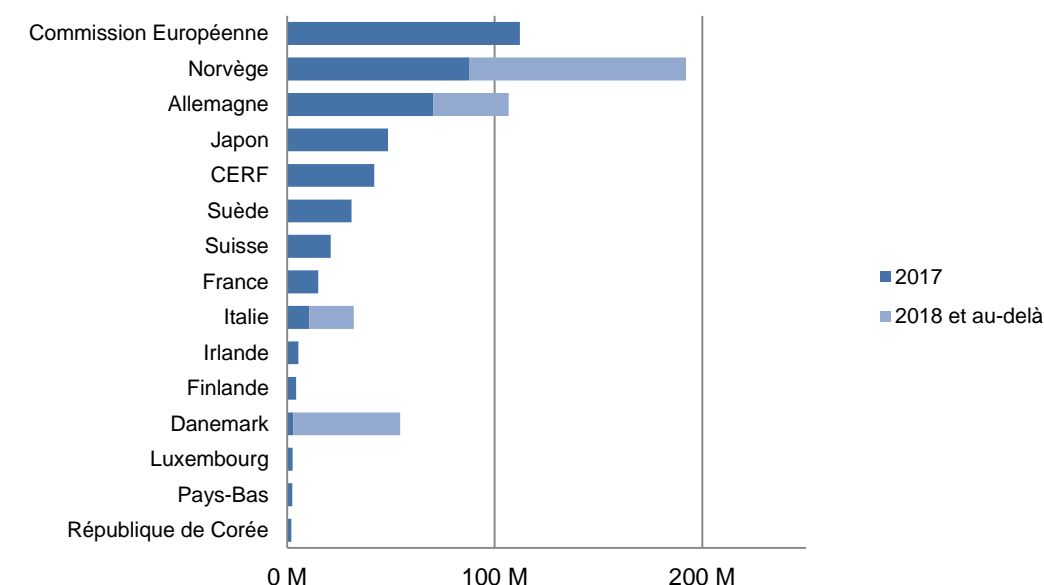
A Oslo, les participants ont souligné l'urgence d'intensifier les efforts afin d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes vulnérables, ainsi que la centralité de la protection dans la réponse humanitaire, avec une attention toute particulière dans la lutte contre les violences sexuelles. Par ailleurs, les participants se sont accordés sur le rôle essentiel de l'éducation en situation d'urgence pour promouvoir la paix et le développement. Un évènement sur la réponse en santé a souligné l'importance de la santé de la reproduction, et de l'accès aux soins, à la fois dans le court et le long terme.

Par ailleurs, adopter une nouvelle manière de travailler dans le bassin du lac Tchad a été identifié comme une priorité. En lien avec les engagements pris au Sommet mondial de l'action humanitaire, il est nécessaire de renforcer le lien entre les interventions humanitaires et de développement, afin de renforcer la résilience des populations, d'identifier des solutions durables, et de réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités.

Des engagements financiers

Des promesses de dons à hauteur de 672 millions de dollars américains ont été annoncées par 14 donateurs, dont 458 millions de dollars pour 2017 dans la région du bassin du lac Tchad, et 214 millions pour 2018 et au-delà. La désagrégation de ces promesses par pays affecté n'est pas encore connue. Pour rappel, au Tchad, le [plan de réponse humanitaire dans la région du Lac](#) requiert 121 millions de dollars américains en 2017 pour venir en aide à 233 000 personnes.

Promesses de dons par donateur pour la région du Bassin du Lac Tchad en 2017, 2018 et au-delà



Source : Conférence d'Oslo, OCHA

En outre, un groupe consultatif pour la prévention et la stabilisation dans le bassin du lac Tchad a été mis en place afin d'approfondir la coopération et la consultation mutuelle concernant les causes sous-jacentes de la crise, renforçant ainsi l'évolution vers une approche intégrée humanitaire et développement.

Des promesses de dons à hauteur de 672 millions de dollars américains ont été annoncées par 14 donateurs, y compris 458 millions de dollars pour l'aide en 2017 dans la région du bassin du lac Tchad, et 214 millions pour 2018 et au-delà.

Reprise des opérations militaires dans la région du Lac

Eventuelles conséquences humanitaires : protection et accès

La Force Multinationale Mixte (FMM), qui intervient dans les pays du bassin du Lac Tchad sous l'égide de l'Union Africaine, a annoncé le début de nouvelles opérations militaires dans la région depuis le mois de février 2017. La situation sécuritaire demeure relativement calme au Tchad, en dépit des opérations en cours, mais celles-ci pourraient avoir un impact sur l'accès humanitaire dans les semaines à venir. L'accès humanitaire est globalement bon dans la région du Lac au Tchad mais reste très difficile dans les localités frontalières du Nigeria et du Niger. Ces zones étant visées par les opérations à venir, l'accès humanitaire sera fortement restreint.

La communauté humanitaire se prépare à de potentiels nouveaux déplacements de population et des incidents de protection en lien avec ces nouvelles opérations. Depuis le début de la crise, les violences et incidents de protection et les opérations militaires dans la région du Lac ont causé le déplacement de plus de 127 000 personnes (personnes déplacées internes, réfugiés et retournés) avec des besoins humanitaires multisectoriels.

Lors des opérations de juin à août 2016, une recrudescence d'incidents sécuritaires avait été rapportée, notamment dans les zones insulaires et frontalières avec le Niger et le Nigeria. Cependant, le faible nombre de partenaires humanitaires œuvrant dans le domaine de la protection dans la région du Lac, ainsi que les faibles capacités à couvrir l'ensemble de la région rendent difficile le suivi des cas de protection et ne permettent pas de connaître l'ampleur exacte des problèmes de protection (violences, violences sexuelles, taxes illégales...), notamment dans les potentielles zones d'opérations militaires.

Aujourd'hui, les populations restantes dans les zones insulaires et potentiellement affectées par les opérations militaires dans les localités et îles proches du Nigeria et du Niger, semblent relativement peu nombreuses. De ce fait, les mouvements de population éventuellement provoqués par les opérations à venir devraient être relativement faibles. Cependant, de récentes analyses révèlent que certaines personnes effectuent des mouvements pendulaires entre les lieux de déplacement et leurs îles d'origines pour cultiver, pêcher et garder le bétail, ce qui pourrait les exposer à des risques majeurs de protection (risque d'arrestation ou ciblage par les forces armées ou expositions à d'éventuelles attaques par des combattants). Dans ce contexte, la communauté humanitaire a rappelé l'importance du principe de distinction entre combattants et non-combattants selon le Droit International Humanitaire.

Personnes en situation de reddition

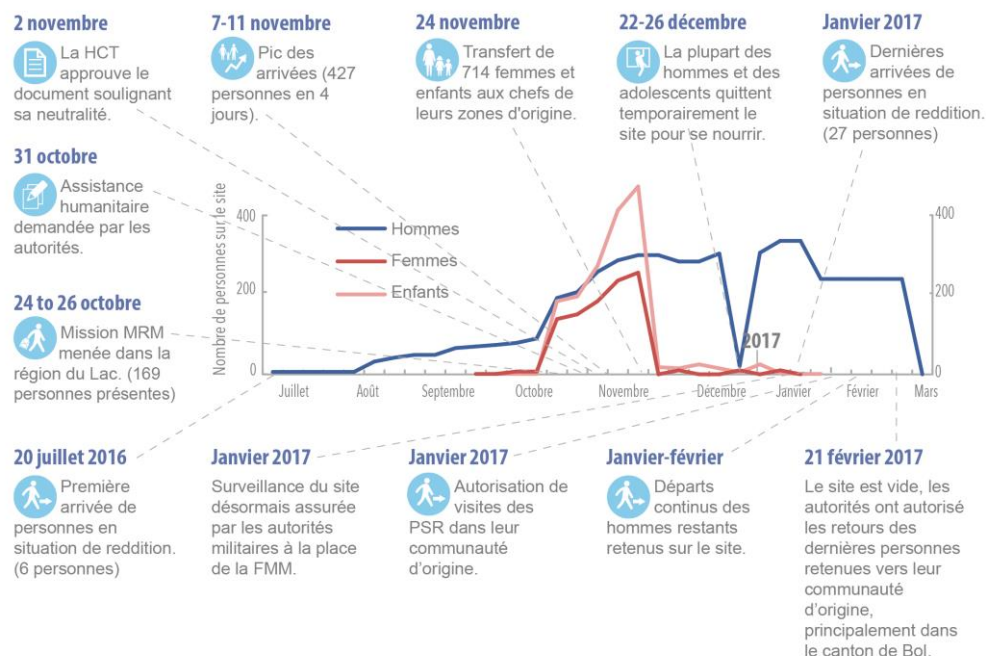
Depuis juillet 2016, plus de 1 200 personnes en situation de reddition se seraient présentées aux autorités dans la région du Lac. Le site de Baga-Sola, où ces personnes étaient retenues, est vide depuis le 20-21 février. Les hommes qui étaient encore sur le site auraient reçu une autorisation écrite de retourner dans leurs zones d'origine par les autorités. Leur statut reste toutefois indéterminé et doit être clarifié par les autorités habilitées.

Les violences et incidents de protection et les multiples opérations militaires dans la région du Lac ont causé le déplacement de plus de 127 000 personnes (personnes déplacées internes, réfugiés et retournés) avec des besoins humanitaires multisectoriels.



Credit : OCHA/Naomi Frerotte : Février 2017, Kafia, Tchad. Amne et sa famille racontent avoir fui leur village lors d'une attaque. Aujourd'hui elle rêve de paix et de solutions durables : « En plus de la paix, on souhaite recevoir un appui pour faire des activités telles que le commerce, en vue de nourrir nos enfants et vivre mieux. »

Les interprétations des conséquences de cette situation varient: si certains estiment que cela facilitera la réintégration, ce retour soudain d'hommes dans leurs îles d'origine pourrait également créer des problèmes de protection supplémentaires, en particulier dans le contexte actuel où la majorité des forces militaires a quitté le bassin sud du lac pour se déplacer vers les zones frontalières, créant ainsi un vide sécuritaire.



Source : UNICEF, DRAS, OCHA

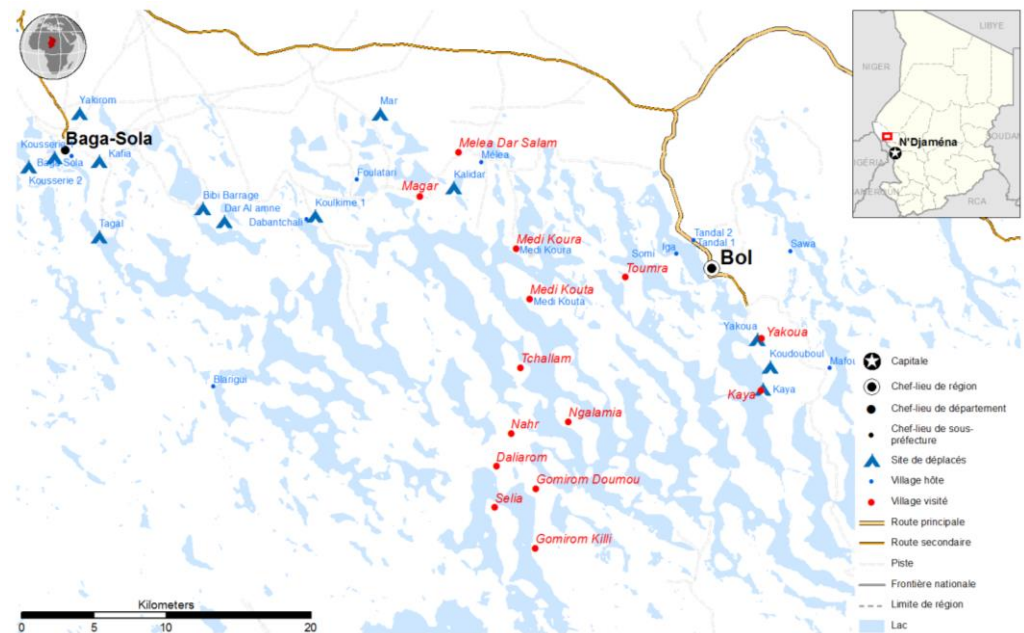
Du 10 au 15 février, une mission d'évaluation multisectorielle a été effectuée dans les zones où environ 730 femmes et enfants en situation de reddition avaient été transférés depuis fin de novembre 2016. La mission visait à identifier les vulnérabilités et les potentiels risques de protection auxquels sont confrontées les personnes retournées dans leurs villages d'origine ainsi que les besoins humanitaires des communautés hôtes.

La mission, composée d'agences des Nations Unies, d'ONG internationales et de la Croix-Rouge tchadienne, a visité cinq villages et neuf îles du canton de Bol, où vivent environ 40 000 personnes. Les résultats soulignent les vulnérabilités multisectorielles, en particulier dans les régions insulaires, où vivent plus de 20 000 personnes.

Les besoins prioritaires exprimés par les populations sont la nourriture, les moyens de subsistance et les articles non alimentaires. Les vulnérabilités identifiées sont liées au contexte de faible accès généralisé aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable et assainissement) et à la crise, car les moyens de subsistance ont été détruits ou considérablement limités par l'insécurité et l'état d'urgence.

Par conséquent, la population a besoin d'une approche conjointe alliant l'aide humanitaire aux activités de renforcement de résilience afin de favoriser le développement local. La réponse en sécurité alimentaire a commencé depuis le 17 février dans les régions insulaires pour couvrir les besoins de 19 000 personnes au cours des deux prochains mois. Un plan conjoint de réponse pour le bassin sud du lac est en cours d'élaboration par les partenaires.

La réponse en sécurité alimentaire a commencé depuis le 17 février dans les régions insulaires pour couvrir les besoins de 19 000 personnes au cours des deux prochains mois.



Source : OCHA

Les opérations militaires en cours et à venir pourraient amplifier le phénomène de reddition alors que le Gouvernement n'a toujours pas à ce jour clarifié le processus de détermination du statut, ne permettant donc pas de faire la distinction entre combattants et non-combattants. Ceci pourrait engendrer des risques de protection importants, notamment pour les personnes non-combattantes associées au groupe armé, particulièrement les personnes vulnérables telles que les femmes et les enfants.

Coordination civilo-militaire

La coordination civilo-militaire au Tchad, sous l'égide d'OCHA, continue de promouvoir les échanges d'informations entre acteurs humanitaires et militaires. L'insécurité entraînant une détérioration de l'accès humanitaire, il est important de maintenir un dialogue avec les forces militaires afin de mieux connaître les contraintes opérationnelles de chacun et informer en permanence les militaires des lieux d'assistance humanitaire pour limiter l'exposition aux risques des travailleurs humanitaires. Pendant les périodes d'opérations militaires, il est d'autant plus important d'assurer le respect des principes humanitaires et du principe de distinction entre les humanitaires et les militaires.

En bref

L'épidémie d'hépatite E persiste dans le Salamat

Près de 1 200 cas enregistrés dont 15 décès, c'est le bilan, au 8 mars 2017, de l'épidémie d'hépatite E, déclarée le 14 février dernier par le Ministère de la santé publique. Cette maladie qui se propage par voie féco-orale sévit dans le district sanitaire de Salamat depuis septembre 2016 où les structures sanitaires et les pratiques d'hygiène sont faibles. Pour illustration, moins du tiers de la population de la région a accès à l'eau potable selon l'ONG locale ATPCS (Association pour l'assainissement total piloté par la communauté au Salamat). Impliqué dans la réponse depuis septembre 2016, Médecins Sans Frontières (MSF) prend en charge les cas, sensibilise les communautés à l'hygiène et procède au traitement des sources d'eau et à la distribution des kits EHA (eau, hygiène et assainissement) dans la ville d'Am-Timan. L'ONG a lancé un appel aux autres partenaires pour reprendre les activités eau, hygiène et assainissement pour pouvoir se concentrer sur la réponse médicale. Mais la réponse actuelle à l'épidémie reste moins active à cause de l'insuffisance d'acteurs humanitaires dans la région du Salamat, particulièrement dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement.

L'OMS appuie la délégation sanitaire régionale dans la coordination, la surveillance épidémiologique et l'analyse des données. En plus de cela, l'OMS a déployé une socio-anthropologue sur le terrain pour une étude visant à renforcer l'adhésion des populations aux mesures de lutte contre l'hépatite E. Elle contribue secondairement à la sensibilisation des différents groupes sociaux sur l'hygiène et rapportera de façon hebdomadaire sur les activités de communication. ECHO devrait financer le positionnement de partenaires pour la réponse prochainement.

Réduire davantage la distance entre l'aide et les personnes affectées dans la région du Lac

Au lieu d'atterrir à Bol et de rejoindre Baga-Sola par la route, la communauté humanitaire a exprimé la nécessité d'établir un nouveau lien entre N'Djamena et Baga-Sola (région du Lac) pour accéder plus rapidement aux personnes déplacées, réfugiées ou populations hôtes. Pour être en mesure de fournir cette assistance, il est important que la piste d'atterrissage de Baga-Sola soit réhabilitée.

Le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) voudrait procéder à cette réhabilitation au plus vite mais manque de financement nécessaire. Le PAM/UNHAS est en contact avec différents bailleurs pour trouver les ressources nécessaires pour ces travaux (1 million de dollars).

UNHAS consacre du personnel et des ressources pour la réhabilitation des pistes d'atterrissage, la sûreté et la sécurité des pistes d'atterrissage à travers tout le pays, afin de s'assurer que le service n'est pas interrompu et que l'accès humanitaire est optimal. Sur les 19 destinations desservies par UNHAS, seulement quatre sont entretenues par les autorités nationales, notamment l'Autorité de l'aviation civile (ADAC), en collaboration avec l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique (ASECNA).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Florent Méhaule, Chef de Bureau, mehaule@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 04

Naomi Frérotte, Chargée de l'Information Publique, frerotte@un.org, Tel. (+235) 66 90 16 33

Augustin Zusanné, Assistant Chargé d'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

www.unocha.org/tchad | www.reliefweb.int/country/tcd